

Élysée : j'ai posé 4 questions à M. Macron, notamment sur le retour des djihadistes...



Notre ami Fabien Engelmann, maire d'Hayange et conseiller régional Grand Est, était invité par Emmanuel Macron, à l'Élysée, à l'occasion du Grand Débat. L'occasion pour nous de lui demander comment cela s'est passé...

Riposte Laïque : Vous étiez donc, ce mercredi, au palais présidentiel, en compagnie du président de la République. Vous avez donc vos entrées à l'Élysée, à présent ?

Fabien Engelmann : Les absents ont toujours tort. C'est pourquoi je me suis rendu à l'Élysée sur invitation de M. MACRON. Il s'agissait d'une opportunité de lui poser directement des questions qui préoccupent légitimement les Français.

Riposte Laïque : Qu'avez-vous pensé de l'ambiance ?

Fabien Engelmann : Nous avons été accueillis dans le respect de la grandeur de notre pays, en toute cordialité. Qu'on ne s'y trompe pas, nous avons à faire là à une opération de communication de La République En Marche dans la perspective des élections européennes.

Riposte Laïque : Vous aviez annoncé, dans un communiqué, votre intention de poser trois questions. Cela a-t-il été possible ?

Fabien Engelmann : Oui, il me fut d'ailleurs possible d'en poser 4 : sur le pouvoir d'achat et sur le retour en France des djihadistes « français » partis combattre et commettre des atrocités en Syrie et en Irak.

M. MACRON répondit aux quatre questions en toute théâtralité avec force mensonges et mauvaise foi.

Je le démontre point par point dans un communiqué que vous pouvez consulter via le lien suivant :

https://www.facebook.com/engelmann.fabien/posts/1095613083957471?__tn__=K-R

Pour résumer :

– Première question : « Envisagez-vous de ne pas augmenter la taxe carbone qui pèse sur les carburants ? »

Réponse vicieuse de M. MACRON : « Il n'y aura pas d'augmentation automatique » donc augmentation tout de même (sûrement après les élections européennes dans 3 mois).

– Deuxième question : Envisagez-vous de bloquer l'augmentation des tarifs réglementés du gaz et de l'électricité ?

Réponse évasive de M. MACRON : « C'est EDF qui décide ». Mais EDF et Engie, c'est l'État (ce dernier détient 82,1 % des parts d'EDF et ses filiales). D'autant plus que le calcul des tarifs réglementés est encadré par un arrêté du gouvernement fixant les barèmes et les conditions d'évolution des tarifs du gaz et de l'électricité.

Ajoutons qu'un ministre a récemment déclaré que les tarifs du gaz sont gelés... jusqu'au mois de juin. Après...

– Troisième question : Envisagez-vous de baisser la TVA sur les produits de première nécessité ?

Réponse fumeuse de M. MACRON : « Le sujet est en réflexion ». Faux. Il y a quelques jours, Olivier DUSSOPT, ministre de l'Action et des comptes publics, affirmait qu'il était possible de baisser la TVA sur les produits de première nécessité mais que le gouvernement ne le ferait pas. M. MACRON hésiterait fortement.

– Quatrième question : Allez-vous faire revenir les djihadistes « français » partis en Syrie ou en Irak faire le djihad ?

Réponse de M. MACRON : « Ils seront jugés sur place. Mais s'ils sont condamnés à mort, nous agissons pour que la peine soit commuée en prison à perpétuité ».

Jeudi dernier, Mme BELLOUBET, ministre de la Justice, a déclaré sur BFM TV que les djihadistes « français » ne devaient pas être condamnés à mort car c'est « une condition sine qua non »(?).

Le droit irakien prévoit la peine de mort pour toute personne qui a apporté un soutien matériel à une organisation extrémiste, même si elle ne s'est pas engagée directement dans des combats. Cela signifie purement et simplement que tous les djihadistes « français » présents en Irak sont susceptibles d'être condamnés à mort.

La déclaration de Mme BELLOUBET laisse sous-entendre que si l'Irak maintient la condamnation à mort d'un « Français », le gouvernement le fera revenir en France pour qu'il y échappe.

Les réponses apportées par M. MACRON, certes avec aplomb et panache, n'ont pas convaincu une grande partie des maires présents. Un bon acteur ne sauve pas un mauvais film.

Riposte Laïque : Le maire de Montauban, Brigitte Barèges, avait été sifflé par ses collègues pour avoir parlé immigration devant le président de la République. Cela a-t-il

été le cas ? Avez-vous ressenti de l'hostilité ?

Fabien Engelmann : Non, je n'ai pas subi d'ostracisation particulière. Excepté de la part de quelques maires gauchistes hystériques toujours fidèles à leur comportement de dingue. Dans l'ensemble, j'ai pu échanger avec de nombreux maires. Le président de la République a quant à lui fait montre de courtoisie. Mais le pouvoir de séduction de M. Macron ne doit pas faire oublier ses mensonges, son mépris, ses reniements et son idéologie mondialiste.

Riposte Laïque : Dans sa réponse, le président de la République a donc annoncé qu'il n'y avait pas de plan d'accueil pour ceux que le ministre de l'Intérieur, quelques jours auparavant, avait présenté comme des personnes qui « sont d'abord françaises ». Qu'avez-vous pensé de ce qui apparaît comme un revirement ?

Fabien Engelmann : Ce « revirement », qui demande à ne pas être démenti dans quelques mois, obéit à la pression populaire qui s'exerce sur lui. Sans cela, notre gouvernement aurait visiblement organisé le retour en France des djihadistes « coupeurs-de-tête ».

Le président de la République a dû plier face à la saine révolte des Français car nous sommes dans une phase aiguë de la contestation populaire. Dans un contexte qui lui aurait été plus favorable, il n'est pas absolument certain que ce « revirement » aurait été engagé.

Par ailleurs, ce « revirement » de M. Macron opéré lors de la réunion en question intervint en réponse à ma question. D'où l'utilité, relative, d'avoir honoré l'invitation pour poser directement les questions et évoquer les problèmes qui usent et taraudent les Français.

Riposte Laïque : Les élections municipales approchent. Quel bilan tirez-vous de cette aventure, au bout de cinq années à la tête de Hayange ? Sollicitez-vous un nouveau mandat, en 2020 ?

Fabien Engelmann : Le maire remplit une mission essentielle : mettre en œuvre une action quotidienne pour améliorer le cadre de vie des administrés et pour souder la communauté. Je suis très humble dans la fonction que j'assume. Notre gestion en bon père de famille, réaliste, pragmatique et sérieuse porte ses fruits.

Les félicitations et les remerciements des administrés pour l'action de la municipalité confère à ce mandat local un sens particulier. Au plus près de nos concitoyens, nous agissons pour eux et nous pouvons en voir et en toucher la concrétisation.

Malgré les baisses de dotations de l'État versées aux communes, nous avons considérablement désendetté la ville et nous sommes parvenus à ne pas augmenter les « impôts locaux » tout en maintenant un bon niveau d'investissement sans oublier aucun quartier. Tant que faire se peut, nous améliorons le quotidien de chacun.

Si vous en faites votre objectif, le mandat de maire devient extrêmement prenant, fait de décisions parfois difficiles, rempli de joies, de satisfactions mais aussi de tensions et de déceptions.

Au regard des contraintes financières infligées aux communes, devenir maire aujourd'hui et vouloir le rester impose de ne pas être uniquement mu par la recherche de pouvoir et de puissance mais surtout par la volonté altruiste de servir le public ; il faut aimer son prochain.

Par conséquent, pour poursuivre l'amélioration du quotidien des Hayangeois et servir nos concitoyens, je solliciterai un nouveau mandat de maire en 2020.

Riposte Laïque : **Souhaitez-vous ajouter quelque chose, Fabien ?**

Fabien Engelmann : Oui, Pierre. Je tiens tout d'abord à vous

remercier de m'avoir offert l'opportunité de m'exprimer. Aussi, je demande à nos compatriotes qui lisent ces quelques lignes de voter aux élections européennes, de ne pas s'abstenir car nos adversaires politiques, eux, avancent inlassablement. Si imparfait que puisse être le système électoral, il demeure la seule voie réaliste et possible pour faire advenir un changement politique. À l'heure où les peuples européens se réveillent contre les mondialistes et pour les nations libres, nous devons concentrer nos votes sur le parti national le plus fort donc le plus à même de déployer une action d'envergure au Parlement européen. Votez, Chers amis !

Propos recueillis par Pierre Cassen